

**RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE
AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Du 10 au 12 décembre 2024**

Consœurs, confrères et amis,

C'est déjà le moment de discuter de l'allocation des fonds pour l'année à venir dans le but de maximiser notre impact dans les milieux de travail où nous sommes présents, dans les communautés à travers le pays, ainsi qu'avec nos alliés et partenaires dans le monde entier. Je me réjouis de présenter un budget qui capitalisera sur les succès de 2024 et qui posera les fondations d'une année à venir forte et marquante.

Nos investissements stratégiques ont porté leurs fruits ces derniers mois. Nous avons assisté à la réélection d'un gouvernement néo-démocrate en Colombie-Britannique, à un changement de gouvernement au Nouveau-Brunswick avec la défaite des conservateurs de Blaine Higgs et une augmentation marquée de la députation néo-démocrate en Saskatchewan. Ces victoires sont le résultat direct des ressources que nous avons choisi d'allouer à des initiatives porteuses de changements concrets et positifs, autant pour nos sections locales que pour nos membres et leurs communautés. Nos investissements se sont également traduits par un engagement constant pour l'obtention de bonnes conventions collectives. Grâce à la conjugaison d'une planification stratégique, d'efforts diligents et de l'utilisation de tous les moyens disponibles, nous avons réussi à négocier des contrats qui renforcent les droits et le bien-être de nos membres. Ces succès traduisent notre vision plus globale : avoir un impact durable dans les milieux de travail, mais aussi dans les communautés que nous servons.

Il ne fait aucun doute que 2025 nous réserve son lot de défis. Nous sommes bien conscientes et conscients des répercussions que pourraient avoir les prochaines élections fédérales sur nos récents progrès. Et nous savons que nous devons déployer des efforts considérables pour inverser la tendance conservatrice et avons toujours démontré notre volonté à relever des défis difficiles, en particulier lorsque le bien-être de nos membres et l'avenir de notre mouvement sont en jeu.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Réunion du Conseil exécutif de la Colombie-Britannique

Du 26 au 28 septembre, je me suis jointe au Conseil exécutif de la Colombie-Britannique pour y présenter les travaux et les priorités sur lesquels nous avons axé nos efforts cette année, des priorités qui se retrouvent dans notre budget de 2024 et qui sont reflétées dans la façon dont nous répartissons nos ressources. Cette visite qui coïncidait avec la Journée nationale pour la vérité et la réconciliation m'a permis d'assister à une présentation de la vice-présidente à la diversité, Debra Merrier, et de l'aîné Sam George, sur la réconciliation avec les peuples autochtones. En compagnie de Karen Ranalletta, présidente du SCFP C.-B., Mark et d'autres membres du Conseil exécutif de la Colombie-Britannique, j'ai conclu ma visite en faisant un peu de porte-à-porte en préparation aux prochaines élections provinciales.

Conseil national des secteurs

Près de 900 membres du SCFP se sont réunis du 7 au 9 octobre pour discuter, échanger et tracer la voie vers des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail et une plus grande justice sociale, économique et raciale dans tout le Canada. Oui, des progrès significatifs ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup à faire pour que les travailleuses et les travailleurs profitent de changements durables. L'engagement à atteindre ces objectifs reste fort, et la solidarité nous pousse à avancer. La sixième Conférence du Conseil national des secteurs qui s'est tenue en territoire du Traité 1 et sur les terres traditionnelles des Anishinaabe, des Cris, des Oji-Cris, des Dakota, des Dénés et de la nation métisse, a permis aux membres d'élaborer des stratégies pour faire face aux besoins et aux défis spécifiques à leur secteur. La conférence a été enrichie par la présence de l'aîné Albert McLeod, du chef du NPD Jagmeet Singh, du premier ministre du Manitoba Wab Kinew et d'autres dirigeants, dirigeantes et spécialistes qui ont partagé leur expertise et donné leur appui aux efforts déployés par nos membres.

Soutien aux candidates et candidats néo-démocrates le jour des élections en Colombie-Britannique

J'ai eu l'honneur de passer le jour du scrutin en compagnie Karen Ranalletta, présidente du SCFP-C.-B., à soutenir des candidates et des candidats qui se soucient vraiment des travailleuses et travailleurs – des gens déterminés à lutter pour des services publics de qualité, pour la prospérité des communautés et pour les droits des travailleuses et travailleurs. L'équipe du SCFP-C.-B. a travaillé sans relâche avant et pendant la campagne, un dévouement qui a transparu à chaque étape du processus. Même si les résultats des élections ont été extrêmement serrés, nous pouvons être fières et fiers des efforts incroyables de tout un chacun. Félicitations aux membres du SCFP-C.-B. qui ont travaillé si fort avant et pendant la campagne. Vous avez fait preuve d'une réelle solidarité et d'une grande détermination. Votre travail acharné continuera à faire la différence pour les travailleuses et les travailleurs de toute la province!

Congrès du SEH

J'ai assisté au congrès du SEH du 20 au 23 octobre où j'ai aussi eu l'honneur de m'adresser aux personnes déléguées pendant la journée du 22. Ce fut un événement inspirant et énergisant, un puissant rappel de la force collective et de la solidarité des membres du SEH, qui continuent à se battre pour de meilleures conditions de travail, pour l'amélioration des services de santé et pour la dignité et le respect que méritent les travailleuses et les travailleurs. Je tiens à féliciter chaleureusement Barb Nederpel pour son leadership exceptionnel et pour sa réélection à la présidence du SEH ainsi que Betty Valenzuela pour sa réélection en tant que secrétaire-trésorière.

Manifestation politique en Alberta

Le 24 octobre, j'ai suivi de près chaque moment de la manifestation politique à l'Assemblée législative de l'Alberta, où travailleuses et travailleurs ont exprimé leur opposition au gouvernement UCP de Danielle Smith, à ses politiques rétrogrades, à ses mandats salariaux insultants et à ses tactiques dilatoires qui sapent leur droit fondamental à la libre négociation collective. J'ai été profondément impressionnée par la mobilisation des membres de la section locale 3550, qui ont fait preuve d'une détermination et d'une solidarité incroyables face à ces atteintes à leurs droits. Il m'a d'ailleurs fait plaisir de me joindre à plusieurs centaines d'entre-eux virtuellement à la veille de la manifestation pour participer aux discussions et à la planification qui ont contribué au grand succès de cet événement.

Conférence Finances sen\$ées

Du 27 au 30 octobre, j'ai eu le privilège d'animer la Conférence Finances sen\$ées, qui s'adressait aux agentes et agents financiers de nos sections locales de l'Atlantique et des Maritimes. Cet événement, qui s'est déroulé à la fois en séance plénière et en atelier, a rassemblé environ 200 personnes (membres, panélistes et spécialistes) pour échanger des idées et des meilleures pratiques. Les commentaires que nous avons reçus sont excellents : 96 % des participantes et participants ont affirmé que la conférence avait répondu à leurs attentes ou les avait dépassées.

Je tiens à remercier la vice-présidente générale Sherry Hillier, les vice-présidentes régionales Nan McFadgen et Ashley Clark, ainsi que les vice-présidents régionaux Mike Tobin et Stephen Drost pour leur soutien indéfectible. On leur doit en partie la réussite de cet événement. Je tiens également à remercier les panélistes et les spécialistes dont l'expertise a contribué à rendre la conférence à la fois utile et pertinente. Mais le remerciement le plus important va aux membres présents qui ont fait de cet événement une priorité.

Réseau de l'ISP sur les soins de longue durée

Le 29 octobre, j'ai participé à une réunion virtuelle avec les syndicats de l'ISP pour discuter des défis mondiaux auxquels sont confrontées les travailleuses et travailleurs des soins de longue durée, ainsi que de la nécessité d'un dialogue social ciblé et de solutions pour relever ces défis. Bien que les syndicats participants se trouvent à des milliers de kilomètres les uns des autres, les problèmes rencontrés étaient identiques : sous-effectifs, charge de travail excessive, violence, sous-financement et difficultés de recrutement.

Conseil provincial du soutien scolaire (CPSS)

Le 7 novembre, une cinquantaine de membres du *Conseil provincial du soutien scolaire*, au Québec, ont visité notre bureau national. Alors que ces membres se réunissaient à Gatineau, de l'autre côté de la rivière, elles et ils ont profité de l'occasion pour visiter l'un des édifices du SCFP dont elles et ils sont collectivement propriétaires avec 750 000 autres membres. Cela leur a permis de rencontrer les membres du personnel qui les assistent du bureau national. Tout le monde a été ravi de cette opportunité. Ce fut un réel plaisir de les accueillir et de leur faire visiter leurs bureaux.

Rencontre avec la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de la personne en Palestine

Le 7 novembre, le SCFP a eu le privilège d'accueillir la Rapporteuse spéciale des Nations Unies, Mme Francesca Albanese. Celle-ci a rencontré un groupe de syndicalistes à notre bureau national dans le cadre de sa tournée canadienne. Mme Albanese, qui est chargée d'examiner, de surveiller, de conseiller et de rendre compte publiquement des questions relatives aux droits de la personne dans les territoires palestiniens occupés, a parlé avec urgence de la nécessité pour les gouvernements de rendre des comptes et de s'acquitter des obligations que leur impose le droit international. Ses paroles ont fortement résonné. Il régnait dans la salle un sentiment de solidarité à la fois puissant et émouvant qui rappelait le rôle essentiel que nous devons jouer dans la défense de la justice et des droits de la personne.

Solidarité avec les débardeuses et débardeurs

Le 12 novembre, j'ai été consternée par la décision du gouvernement fédéral de se ranger du côté des employeurs maritimes, au détriment des droits des travailleuses et des travailleurs. En invoquant l'article 107 du *Code canadien du travail*, le ministre du Travail a ordonné au Conseil canadien des relations industrielles de mettre fin à tous les arrêts de travail dans les ports canadiens et de soumettre ces conflits à un arbitrage de différends. Cela prive ces travailleuses et travailleurs de leur droit à une négociation collective libre et équitable. Or, cette décision découle d'actions entreprises par les employeurs maritimes de Vancouver, Montréal et Québec. C'est eux qui ont mis les travailleuses et travailleurs en lock-out, perturbant ainsi l'économie canadienne, pour ensuite faire pression afin que le fédéral mette fin à leurs propres gestes inconsidérés, tout cela au détriment des droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs.

Immédiatement après l'annonce du ministre, notre syndicat s'est attelé, avec d'autres syndicats et partenaires, à la préparation d'une réponse visant à réduire au minimum les dommages à court terme à la libre négociation collective. En outre, nous nous efforçons d'empêcher des atteintes similaires aux droits de nos membres à l'approche d'autres rondes de négociation importantes dans plusieurs de nos sections locales sous juridiction fédérale.

Abordabilité ou austérité : un webinaire sur la politique et l'économie

Les 21 et 28 novembre, Mark et moi nous sommes adressés aux membres qui ont participé à notre événement virtuel intitulé *Abordabilité ou austérité : un webinaire sur la politique et l'économie*. Cette activité bilingue était animée par Angella MacEwen, économiste principale du SCFP, et Sylvain Schetagne, agent principal à la recherche. Ensemble, ils se sont penchés sur le paysage politico-économique actuel et les raisons qui expliquent pourquoi les travailleuses et les travailleurs ont toujours du mal à joindre les deux bouts. À l'approche des élections, nous pouvons nous attendre à ce que la classe politique, en quête de votes, propose des solutions à la crise de l'abordabilité. Je suis convaincue que les gens qui ont pris part à cet événement en sont ressortis avec des connaissances et des outils précieux qui leur permettront de faire la différence entre vraies solutions et promesses creuses. Un grand merci à toutes celles et ceux qui ont participé à l'organisation de ce webinaire, ainsi qu'à Angella et Sylvain pour leur expertise. Nous continuerons à interpeler nos membres de cette manière, en nous attaquant aux problèmes qui leur tiennent le plus à cœur.

Réunion des présidences de l'Île-du-Prince-Édouard

Le 22 novembre, j'ai eu le plaisir de rencontrer les présidentes et présidents des sections locales du SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard. Quel plaisir de discuter en petit groupe avec ces syndicalistes qui se dévouent pour leurs sections locales et leurs membres. Elles et ils doivent composer avec un code du travail provincial qui les considère injustement presque tous comme prodiguant des services essentiels, ce qui les prive de leur droit fondamental de faire la grève. Leur engagement à défendre leurs membres dans un environnement aussi restrictif est à la fois inspirant et crucial pour notre lutte.

Conférence des femmes du SCFP-Ontario

Le 26 novembre, j'ai eu le plaisir d'organiser un petit-déjeuner à la Conférence des femmes de l'Ontario, en présence de près de 200 membres, au cours duquel j'ai fait une présentation sur les prochaines élections fédérales, en soulignant les enjeux pour les femmes et notre syndicat si Pierre Poilievre devenait Premier ministre. Ce fut une belle opportunité d'échanger avec autant de membres passionnés et de discuter des enjeux cruciaux qui auront un impact sur notre avenir.

Les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick font marche arrière

Le 4 décembre, le gouvernement du Québec a annoncé qu'il abandonnait son plan de fusionner plus de 130 unités de négociation dans le secteur de la santé et des services sociaux en seulement six. Ce plan aurait entraîné des votes de représentation et des campagnes d'organisation sans précédent et la possibilité pour notre syndicat de perdre tous ses membres dans ce secteur. Le SCFP, ainsi que nos alliés à la FTQ et au sein du Front commun, ont travaillé sans relâche pour obtenir ce résultat. Je tiens à féliciter toutes celles et ceux qui ont contribué à ce succès.

Le 4 décembre également, le nouveau gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick a annoncé qu'il tiendrait sa promesse d'abroger le projet de loi 17, qui attaque les régimes de retraite de nos membres du secteur public. Au cours des douze derniers mois, nos leaders locaux, notre personnel et nos membres ont lutté sans relâche, devant les tribunaux et dans l'arène politique, contre cette attaque à notre droit à une libre négociation collective. Cette victoire pour nos membres est le résultat direct de leurs efforts pour empêcher Blaine Higgs de remporter les élections provinciales en octobre. Rappelons-nous toujours que les élections comptent!

Budget 2025

J'ai travaillé dur, avec le personnel de mon bureau et celui de la Direction des finances et de l'administration, à la finalisation du budget pour l'année 2025. La proposition que je présenterai cette semaine reflète l'engagement du SCFP envers l'innovation, le progrès et la santé à long terme de notre syndicat. Il ne s'agit pas seulement d'une avancée audacieuse dans le renforcement de nos services et de notre action politique, mais aussi d'un investissement significatif et stratégique dans l'avenir de notre mouvement. Nous veillons à ce que nos ressources financières soient pleinement alignées sur les objectifs et les priorités de nos membres, afin de pouvoir relever les défis qui nous attendent. Je suis convaincue que, grâce à ces bonnes bases, nous sommes bien placés pour progresser dans notre mission. Je suis heureuse de présenter ce budget au CEN pour approbation, sachant qu'il nous permettra de prendre des mesures significatives au cours de l'année à venir.

Départ à la retraite de Tammy Griffin, directrice générale des finances et de l'administration

Je tiens à prendre un moment pour souligner l'incroyable carrière et le dévouement de notre directrice générale des finances et de l'administration, Tammy Griffin. Tammy a véritablement été un roc pour notre organisation. Son expertise, son engagement et son soutien ont été d'une valeur inestimable à notre succès. On croise rarement des individus qui possèdent à la fois ses compétences professionnelles et sa passion pour le mouvement syndical. Au fil des ans, en plus de veiller à la santé financière et à l'intégrité de notre syndicat, Tammy a été une conseillère de confiance, nous aidant, avec un professionnalisme inébranlable, à prendre des décisions complexes. Son apport va bien au-delà des chiffres, il traduit un engagement profond envers nos valeurs et les membres que nous servons. Je tiens à la remercier pour son leadership, son professionnalisme et son travail acharné. Elle va beaucoup me manquer ainsi qu'à l'équipe de mon bureau et à celle de la Direction des finances et de l'administration. Nous lui souhaitons une retraite remplie de santé et de bonheur.

Un milieu syndical sécuritaire – Nouveau bureau

Sarah, en charge de la direction du nouveau bureau, a officiellement commencé son rôle et fait déjà des progrès significatifs. Alors que Sarah se prépare à établir et à doter le bureau, les besoins de l'organisation sont soigneusement évalués grâce à sa révision en profondeur de nos politiques et de la procédure de procès. De plus, Sarah a déjà pris en charge plusieurs dossiers, assurant ainsi que nous soyons bien positionnés pour continuer à progresser et réussir à mesure que le nouveau bureau prend forme.

Règlements de la Caisse nationale de grève

Lors de sa réunion de septembre, le Conseil a adopté plusieurs modifications au Règlement de la Caisse nationale de grève, y compris une augmentation de l'indemnité de grève. Au cours de cette réunion, nous avons également convenu de procéder à une évaluation supplémentaire de l'indemnité de grève, qui devait être présentée lors de la réunion de décembre du Conseil. Cependant, en raison de contraintes de temps, nous n'avons pas pu terminer ce travail, mais nous nous engageons à le soumettre au Conseil pour examen en mars.

Négociations collectives avec la section locale 2013 d'Unifor

Les 18 novembre et 3 décembre, nous avons rencontré Unifor 2013 pour négocier une nouvelle convention collective pour l'équipe de personnes conseillères syndicales dans la région du Québec. Très tôt le matin du 4 décembre, les deux parties ont conclu un accord, qui sera présenté au Conseil pour ratification lors de cette réunion.

Fonds national d'aide aux sinistrés

En réponse aux événements tragiques survenus en juillet à Jasper, en Alberta, nous avons rétabli notre Fonds national d'aide aux sinistrés pour soutenir les membres du SCFP et les communautés touchées par les feux de forêt et autres catastrophes naturelles liées aux changements climatiques. Jusqu'à présent, le Fonds a atteint 176 000 \$. Lors de cette réunion du CEN, une motion sera présentée pour approuver des dépenses en lien avec l'objectif du Fonds.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS À VENIR

Notre équipe planifie deux événements d'envergure : la Conférence sur les droits de la personne des Prairies, qui se tiendra à Saskatoon du 20 au 23 janvier, et la conférence nationale *Bâtir des sections locales fortes*, qui aura lieu à Montréal du 2 au 7 mars. L'événement de Montréal sera précédé de la Conférence nationale des jeunes travailleuses et travailleurs, une première historique qui fait suite à une résolution adoptée au congrès national de 2023.

En plus, nous étudierons la possibilité d'organiser une Conférence Finances sen\$ées dans les régions des Prairies.

Enfin, l'équipe des événements du SCFP a récemment effectué un audit du Palais des congrès du Toronto métropolitain pour assurer l'accessibilité et l'inclusivité du congrès de 2025.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2024

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2024 était de 433,7 millions de dollars, comparativement à 402,3 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le solde bancaire était de 9,3 millions de dollars, en baisse de 5,6 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2023. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées au congrès de 2025, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 355,5 millions de dollars au 30 septembre 2024, comparativement à 333,4 millions de dollars au 31 décembre 2023.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Au 31 décembre 2023, le SCFP avait inscrit l'entièreté du passif de 269,0 millions de dollars au bilan et avait atteint l'objectif de la Feuille de route pour les avantages sociaux futurs établie en 2005. Depuis, nous avons continué à comptabiliser les dépenses conformément au budget de 2024. Au 30 septembre 2024, le passif inscrit pour les avantages sociaux futurs s'établissait à 293,2 millions de dollars.

Depuis la mise en place de la Feuille de route en 2005, nous avons augmenté la somme au titre de la provision générale pour les avantages sociaux futurs de 900 000 \$ chaque année. Dans le budget 2023, nous avons réduit cette augmentation à 750 000 \$ et, en 2024, pour la toute première fois, nous avons réduit la provision générale de 2 millions de dollars.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse au 30 septembre 2024 se situait à 78,3 millions de dollars, dont un total de 3,7 millions de dollars est affecté comme suit : 1,2 million de dollars au Fonds d'assistance aux congrès et événements nationaux et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec ce qui reste du solde, nous avons investi 74,8 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde non affecté négatif de 264 000 \$.

En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour les immobilisations.

État des résultats

Le surplus d'exploitation pour le cumul de l'année s'élève à 9,3 millions de dollars.

Revenus : Les revenus s'élevaient à 225 millions de dollars, par rapport à un budget de 199 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 204,5 millions de dollars du revenu total, ce qui est supérieur de 4,4 % au budget. Les intérêts et les gains non réalisés comptaient pour 19,9 millions de dollars du revenu total.

Dépenses : Le total des dépenses était de 215,7 millions de dollars, ce qui était supérieur au budget de 12,6 millions de dollars.

Les salaires sont conformes au budget, les avantages sociaux courants le dépassent de 1,1 million de dollars et les avantages sociaux futurs le dépassent de 14,9 millions de dollars, dont 14,6 millions de dollars sont liés aux gains nets de nos placements au cours de la période.

Dépenses d'exploitation

Quelques-uns éléments les plus importants des dépenses d'exploitation au 30 septembre 2024 sont énumérés ci-dessous :

1. En général, le coût des programmes des directions nationales est **inférieur** au budget de 2,6 millions de dollars, ce qui est dû en grande partie au moment où les dépenses ont été engagées.
2. Les dépenses liées à l'orientation stratégique sont **inférieures** au budget de 1,1 million de dollars jusqu'à maintenant dans l'année.
3. Les frais de personnel fixes sont **inférieurs** au budget de 227 000 \$, en grande partie grâce à la diminution des déplacements en véhicule jusqu'à maintenant cette année.
4. Les frais de déplacement pour affaires sont **supérieurs** au budget de 736 000 \$, surtout parce que les voyages d'affaires reprennent en ce monde post-COVID.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière

Actif : Au 30 septembre 2024, l'actif total s'élevait à 40,2 millions de dollars, comparativement à 36,4 millions de dollars au 31 décembre 2023 et à 31,9 millions de dollars au 30 septembre 2023. Le solde au 30 septembre 2024 était de 5,5 millions de dollars, en hausse de 185 000 \$ par rapport au 31 décembre 2023 et en hausse de 582 000 \$ par rapport au 30 septembre 2023. En outre, nous avons des placements totalisant 32 millions de dollars au 30 septembre 2024, en hausse de 6,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023.

Passif : Nous avons 1,1 million de dollars en comptes créditeurs et en charges à payer au 30 septembre 2024, comparativement à 2,2 millions de dollars au 31 décembre 2023 et 72 000 \$ au 30 septembre 2023. Nous avons aussi un passif de 14,4 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, ce qui représente une augmentation de 1,3 million de dollars par rapport au 31 décembre 2023.

Solde de la Caisse : Au 30 septembre 2024, le solde de la Caisse s'établissait à 23,3 millions de dollars, comparativement à 21,1 millions de dollars au 31 décembre 2023.

État des résultats

L'excédent au 30 septembre 2024 était de 2,2 millions de dollars. Rappelons que le Conseil exécutif national a approuvé un déficit budgétaire de 3 129 000 \$ pour l'année en cours. Il s'agit d'une mesure prise pour dépenser une partie de l'excédent accumulé dans la Caisse nationale de défense au cours des dernières années.

Revenus : Les revenus totaux de la Caisse s'élevaient à 13,2 millions de dollars au 30 septembre 2024. La capitation allouée à la Caisse au 30 septembre 2024 s'élevait à 12,2 millions de dollars et les placements ont produit des intérêts de 946 000 \$.

Dépenses : Les dépenses de la Caisse totalisaient 11,5 millions de dollars se détaillant comme suit :

Campagnes à frais partagés : le Conseil exécutif national a approuvé un total de 7,6 millions de dollars en campagnes à frais partagés. Nous avons récupéré 2,2 millions de dollars en fonds inutilisés de campagnes des années précédentes qui ont été clôturées dans l'année.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses cumulées au 30 septembre 2024 s'élevaient à 3,3 millions de dollars contre un budget annuel de 5,0 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : Les dépenses cumulées au 30 septembre 2024 s'élevaient à 1,4 million de dollars contre un budget annuel de 2,7 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : Les dépenses cumulées au 30 septembre 2024 s'élevaient à 650 000 \$ contre un budget annuel de 4,09 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Il s'agit d'un nouveau tableau pour 2024 pour rendre compte du coût d'un poste de personne conseillère syndicale temporaire par région qui a été inclus dans le budget 2024. Les dépenses réelles cumulées au 30 septembre 2024 s'élevaient à 720 000 \$ contre un budget annuel de 1,7 million de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève s'élevait à 136,8 millions de dollars au 30 septembre 2024, en hausse de 9,8 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023. Cet actif se composait de 10,6 millions de dollars en liquidités, de 2,7 millions de dollars en capitation à recevoir et de 123,2 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,7 millions de dollars.

Solde de la Caisse : Au 30 septembre 2024, le solde de la Caisse s'établissait à 134,2 millions de dollars, comparativement à 124,6 millions de dollars au 31 décembre 2023.

État des résultats

Au 30 septembre 2024, la caisse affichait un excédent de fonctionnement de 5,2 millions de dollars et des gains non réalisés de 4,4 millions de dollars, ce qui portait l'excédent net à 9,6 millions de dollars.

Revenus : Le revenu total, en incluant les revenus d'investissement réalisés, s'élevait à 15,5 millions de dollars.

Dépenses : Le total des dépenses au 30 septembre 2024 était de 10,3 millions de dollars et se répartissait comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	6 575 063 \$
Dépenses pour éviter une grève :	2 626 287 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	531,664 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	550 000 \$.

GRÈVES ET LOCK-OUTS AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du troisième trimestre de l'exercice, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

Section locale 2614 (Québec), Société des arrimeurs du Québec (lock-out)

Section locale 2815 (Québec), Vidéotron (lock-out)

Section locale 1638 (Québec), Ville de Québec

Section locale 5499 (Québec), Office de l'habitation de Longueuil

Section locale 2566 (Québec), Ville de Saint-Constant

Section locale 3434 (Québec), Société de transport de Sherbrooke

Section locale 2361 (Ontario), Université Western.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T4)

Au moment de la rédaction de ce rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out au cours du trimestre en cours :

Section locale 2614 (Québec), Société des arrimeurs du Québec, 81 membres en lock-out depuis le 15 septembre 2022.

Section locale 2815 (Québec), Vidéotron, 214 membres en lock-out du 30 octobre 2023 au 21 octobre 2024.

Section locale 375 (Québec), Association des employeurs maritimes, 1 050 débardeuses et débardeurs en grève partielle (2 terminaux) du 30 septembre au 3 octobre; en grève de temps supplémentaire à partir du 10 octobre; en grève pour une journée le 27 octobre; en grève partielle (2 terminaux) à partir du 31 octobre; et enfin en lock-out du 10 au 16 novembre.

Section locale 2867 (Québec), Ville de Rivière-Rouge, 50 cols blancs et cols bleus en grève pour 1 journée le 4 décembre.

Section locale 2361 (Ontario), Université Western, 340 membres en grève du 30 août au 10 octobre 2024.

Section locale 831 (Ontario), Ville de Brampton, 1 200 membres de 4 unités d'accréditation en grève du 7 au 12 novembre 2024.

Section locale 905 (Ontario), Ville de Richmond Hill, 220 membres en grève depuis le 22 novembre, entente de principe conclue le 9 décembre.

Section locale 2669 (Saskatchewan), Bibliothèque publique de Saskatoon, 240 membres en grève les 13 et 19 novembre 2024.

Section locale 3550 (Alberta), Écoles publiques d'Edmonton, 2 000 membres en protestation politique d'une journée le 24 octobre.

Section locale 2545 (Alberta), Division scolaire publique de Fort McMurray, 525 membres en grève les 13 et 14 novembre, puis en grève tournante depuis le 18 novembre.

Section locale 2559 (Alberta), Division scolaire catholique distincte de Fort McMurray, 540 membres en grève les 13 et 14 novembre, puis en grève tournante depuis le 18 novembre.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en septembre 2024, le total de la capitation en retard était de 13 845 073 \$, soit une augmentation de 2 535 745 \$ ou 22,42 % par rapport au trimestre précédent terminé en juin 2024. Le total des arrérages a augmenté de 60,66 % par rapport à septembre 2023. En moyenne, l'arrérage par membre s'élève à 18,68 \$, contre 11,93 \$ en septembre 2023. Cette moyenne est calculée sur la base d'une moyenne annuelle de 741 254 membres au 31 décembre 2023.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Améliorations au Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe du développement informatique continue à se concentrer sur l'amélioration des modules du SGRM, y compris le module de gestion des événements (EM) pour la gestion des conférences et des congrès nationaux, le module de l'éducation syndicale (ED) pour la gestion des ateliers offerts par le SCFP, et le module d'information sur les sections locales (LUI).

Une nouvelle application JustPay a commencé la phase de test. L'application JustPay aide les personnes conseillères en évaluation des emplois à créer et à tester divers scénarios de pondération, d'échelonnement et de calcul des coûts. Pour le moment, la sortie de cette nouvelle application est prévue en décembre 2024.

L'équipe informatique collabore avec le Sous-comité du CEN sur les règlements de la Caisse nationale de grève à la mise en œuvre d'un nouveau système électronique de formulaires de grève que nous espérons mettre à l'épreuve en 2025.

Au cours de la nouvelle année, l'équipe de développement se concentrera également sur l'ajout de fonctionnalités au module LUI pour la gestion des comités nationaux, notamment l'identification des rôles des membres des comités et des membres du personnel affectés aux comités, ainsi que la possibilité de créer des listes et des rapports. Ces nouveautés devraient être prêtes au deuxième trimestre 2025.

Remplacement du système de comptabilité et de capitation

Nous sommes en train de passer à un nouveau système, à la fois pour notre ancien système comptable et pour notre système de capitation.

Une partie du nouveau système de versement de la capitation (LRS) chevauche le système comptable et offrira une intégration améliorée et automatisée entre les deux. Bien que ce projet ait pris plus de temps que prévu, la mise en œuvre des deux systèmes est bien avancée et devrait être complétée au deuxième trimestre 2025.

Avanti

L'amélioration d'Avanti pour la saisie des données d'auto-identification en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) est désormais pleinement fonctionnelle.

L'équipe des RH a eu droit à une démonstration de la fonctionnalité permettant l'accès aux (et la reconnaissance des) politiques du SCFP à partir du portail libre-service des employé(e)s Avanti; le projet en est maintenant à l'étape de la planification.

L'équipe des régimes de retraite a identifié plusieurs mises à jour du système nécessaires pour ce module afin d'améliorer le travail au quotidien. Nous en avons discuté avec le fournisseur du système RH, et nous attendons leur devis.

Nous poursuivons les pourparlers avec le fournisseur concernant les limites de la version française du module de gestion du temps et de l'assiduité; la mise en œuvre devrait débuter au deuxième trimestre 2025.

Solution de gestion de l'information (GI) : DocsSCFP

Nous avons commencé à déployer le nouveau système DocsSCFP dans les régions, celle des Maritimes ayant été choisie comme point de départ. L'équipe de DocsSCFP travaille en étroite collaboration avec tout le personnel de la région. D'ailleurs, je tiens à remercier toutes les personnes qui nous ont fourni des commentaires constructifs.

Enfin, l'équipe peaufine continuellement la conception de DocsSCFP pour les informations régionales. Cela permettra à l'équipe de préparer une formation sur mesure qui répondra aux besoins spécifiques de chaque région tout en préservant l'uniformisation autant que faire se peut.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

En 2024, notre équipe des propriétés a travaillé dur sur plusieurs projets dont certains sont toujours en cours ou à l'étude au moment de rédiger ce rapport.

Concernant les multiples propriétés que nous louons à travers le pays, notre équipe examine constamment les baux à renouveler et évalue toutes les options en tenant compte des besoins du personnel. Nous avons réussi à négocier de nouveaux baux à Kitchener et à Sydney.

Notre équipe travaille sur divers autres dossiers de location, notamment à Corner Brook, Hamilton, Timmins, Peterborough, North Bay, Thunder Bay, Medicine Hat et Prince George.

Nous avons des projets d'amélioration locative en cours à New Glasgow, Regina, Edmonton, Lethbridge et Kitchener. Les projets de Sudbury et de Victoria sont terminés. Nous avons également commencé les enquêtes préliminaires pour cerner les besoins en amont de la rénovation complète du bureau régional du Québec.

Nous travaillons aussi sur des projets d'investissement dans plusieurs des édifices qui sont la propriété du SCFP, notamment une amélioration du système de chauffage, de ventilation et de climatisation au bureau régional de la C.-B., des rénovations au bureau de Comox et de nombreuses améliorations aux systèmes de sécurité et de bâtiment dans l'ensemble du portefeuille.

Nous étudions les marchés immobiliers de Moncton et de Saskatoon, où nous possédons des propriétés qui ne répondent plus à nos besoins. Nous étudions les options qui s'offrent à nous sur ces marchés.

Nous avons conclu une entente conditionnelle d'achat-vente pour notre bureau de Regina; l'acheteur devrait lever ses conditions au début du mois de décembre.

Comme vous pouvez le constater, notre équipe des propriétés n'a pas chômé. Je tiens à la remercier pour son ardeur au travail.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Le Conseil de fiducie mixte a tenu sa dernière réunion de l'année les 4 et 5 décembre. Les fiduciaires ont discuté, entre autres, des hypothèses et des méthodes pour l'évaluation actuarielle du RRES au 1^{er} janvier 2025. En outre, elles et ils rencontreront les dépositaires à la suite d'une analyse comparative du marché et des frais.

Au 1^{er} janvier 2024, le ratio de solvabilité au marché était de 91,2 %, après prise en compte de l'indexation de 2024. Au 1^{er} septembre 2024, le ratio projeté avait augmenté pour atteindre 97,2 %.

La personne consultante en placements du RRES mène une étude des ressources et des charges pour évaluer l'adéquation de la répartition stratégique des ressources du régime et déterminer si une nouvelle répartition potentielle des actifs serait plus optimale.

Les séminaires 2024 sur la planification de la retraite ont eu lieu en personne dans toutes les régions (Winnipeg, Vancouver, Toronto, Halifax, Ottawa et Montréal). Ce séminaire fournit de l'information sur les aspects psychologiques de la retraite et une vue d'ensemble du RRES et des prestations de retraite de l'État, en plus d'aborder la planification financière.

Départs à la retraite

Jean-Pierre Proulx, Bureau régional du Québec, 1^{er} novembre 2024
Charles Van Vliet, ORO, section locale 79 du SCFP, 1^{er} novembre 2024
Ralph McBride, Bureau régional des Maritimes, 1^{er} novembre 2024
Pierrette Beaudoin, Bureau régional du Québec, 1^{er} janvier 2025
Karen Ducharme, Service de la comptabilité, 1^{er} février 2025
Bruno Tremblay, Bureau régional du Québec, 1^{er} mars 2025
Debra L. Gervais-Arbane, Bureau régional de l'Alberta, 1^{er} mars 2025
Kimberley A. McCaffrey, Bureau de Calgary, 1^{er} mars 2025.

CONCLUSION

En cette fin d'année, je veux exprimer mes plus sincères remerciements aux membres du SCFP, à nos dirigeantes et dirigeants des sections locales et des divisions, à notre personnel, ainsi qu'aux membres du Conseil exécutif national. Merci pour votre ardeur, votre dévouement et votre engagement indéfectible envers nos objectifs communs. Votre apport joue un rôle déterminant dans la défense des droits des travailleuses et des travailleurs, la protection de nos conventions collectives et le renforcement de la solidarité qui constitue l'épine dorsale de notre syndicat. Les progrès que nous avons réalisés cette année sont la conséquence directe de vos efforts collectifs. Ensemble, nous avons montré ce que nous pouvons accomplir lorsque nous sommes unis.

En ce qui concerne l'année prochaine, il ne faut pas perdre de vue les défis qui nous attendent, mais je suis convaincue qu'avec le soutien et le leadership de tous les échelons de notre syndicat, nous continuerons à faire des progrès significatifs. Le travail de négociation, d'organisation et de revendication que nous accomplissons ensemble a un impact réel et durable sur la vie de nos membres et de leurs communautés. Continuons à construire sur les bases solides que nous avons établies et faisons de 2025 une autre année de progrès, de croissance et de solidarité.

Respectueusement présenté par,

La secrétaire-trésorière nationale,



CANDACE RENNICK

:nf/sec